

Libre opinion

Claude Allègre contre le GIEC : de l'arme du faible

Éric Mollard

Sociologue de l'environnement, IRD, UR199 Dynamiques socio-environnementales et gouvernance des ressources, 911 avenue Agropolis, BP 64501, 34394 Montpellier cedex 5, France

Pas facile, pour plus de 600 chercheurs spécialisés dans le climat, d'apporter la réplique à un David devenu le porte-parole de l'opinion publique. Dans la foulée de l'appel à la ministre de la Recherche, les scientifiques ont pris le parti de répondre aux « affirmations péremptives¹ » du dernier ouvrage de Claude Allègre sur le réchauffement climatique. Nombreux devaient être ceux qui considéraient que c'était faire beaucoup d'honneur au provocateur. Parmi ceux qui souhaitaient le combat, combien auraient péché par dérision et combien visaient à effacer l'aura croissante de l'empêcheur de réchauffer en rond ? Évitant des instincts peu conformes aux règles de la communication, quelques leaders ont pris l'initiative de démonter l'argumentaire climato-sceptique. La marge de manœuvre étant étroite, la contradiction point par point visait à le réduire en miettes pour gagner à l'avance le débat que les mêmes 600 appellent de leurs vœux. Mais, au-delà de la rigueur scientifique, n'y a-t-il pas d'autres registres qui pourraient ébranler Goliath, faute, pour lui, de connaître toutes les règles du jeu ? Car les sciences d'aujourd'hui ne sont pas exemptes d'enjeux politiques².

Dans la controverse mondiale où une minorité tente de se faire entendre face à une écrasante majorité, la variante française se singularise par la personnalisation du challenger. Éminent géologue, lauréat de prix internationaux, membre de l'Académie des sciences et auteur d'articles dans des revues de haute volée, il traite d'égal à égal avec les climatologues. De surcroît, sa verve l'a conduit à produire une déconstruction systématique, provocatrice

Auteur correspondant : eric.mollard@ird.fr

¹ « Climat : 400 chercheurs appellent Péresse à prendre position », *Le Monde*, 1^{er} avril 2010.

² Comme l'indique C. Allègre : cf. « Claude Allègre accusé de falsification par Håkan Grudd », <http://sciences.blogs liberation.fr/home/2010/03/index.html>.

et médiatisée du réchauffement climatique. Son livre a été la goutte qui a fait déborder le vase. Il a conduit à une réaction collective, « l'appel des 600 » auprès de la ministre, associée à la production rendue publique d'analyses des ouvrages de C. Allègre et de Vincent Courtillot, géologue aussi couronné que son collègue. J'ai retenu ici les « Commentaires sur le livre de Claude Allègre et Dominique de Montvalon, *L'imposture climatique ou la fausse écologie*, Plon, 2010³ ».

Les critiques adressées à C. Allègre vont de la dénonciation d'erreurs mineures à l'accusation d'ignorance, d'incompréhension, d'oublis frisant l'incompétence et de falsifications⁴. Dans le détail, on lui reproche, par exemple, de se tromper sur la température du fond des mers ; pour l'incompréhension, il n'aurait pas saisi l'importance du profil vertical de l'atmosphère ; concernant l'incompétence, on l'accuse d'avoir oublié l'altération des silicates dans le bilan géologique du carbone. Comme presque toutes les affirmations de C. Allègre seraient fautives, les Commentaires sur le livre de C. Allègre et D. de Montvalon forment un rapport de 63 pages.

D'autres critiques essentielles émaillent ce rapport : généralisation à partir de situations locales (cernes des arbres, températures régionales) ; surinterprétation d'articles scientifiques qui, pour une importante courbe d'évolution, a valu à C. Allègre un acerbe « *misleading and unethical* » (trompeur et malhonnête) de la part d'un paléo-climatologue de l'Université de Stockholm ; extrapolations hasardeuses et retouches outrancières des figures scientifiques ; oubli d'articles ayant invalidé des travaux antérieurs ; contradictions telles que le dénigrement de la notion de température moyenne, alors que C. Allègre en fait état quand cela l'arrange. Pourtant, cette

³ http://www.lemonde.fr/mmpub/edt/doc/20100409/1331505_4cf6_allagre9avril.pdf.

⁴ Non démenties par C. Allègre : cf. note 2.

somme documentée, dont le plus bénin des commentaires démolirait la carrière d'un chercheur, parviendrait-elle à convaincre des tiers ? Rien n'est moins sûr tant que certaines questions de fond restent sans réponse.

Ma thèse est que les Commentaires se trompent de cible. Si les 600 ont eu raison de réfuter l'argumentaire du climato-sceptique, la manière manque. Alors que C. Allègre s'adresse clairement à l'opinion publique, quel public visent les Commentaires ? Peut-être la ministre et les comités scientifiques, mais alors pourquoi demander un débat ? S'il s'agit de convaincre les convaincus, leur utilité est également discutable. En revanche, les Commentaires ne réduiront pas C. Allègre à l'impuissance, pas plus qu'ils ne désamorceront les blogs des sceptiques ni ne rallieront la majorité du public qui tente de comprendre.

Si je pense que la cible n'est pas la bonne, c'est que le réchauffement climatique ne fait qu'illustrer la situation de la recherche depuis trente ans. Auparavant, dans une bulle protégée par les politiques et les administrations, la science servait l'intérêt public, considéré alors comme ultime et sans appel. Face à une opinion publique capricieuse, le politique a retiré sa protection, l'administration *manage* et les chercheurs sont désormais comme les danseurs de Milan Kundera (*La Lenteur*) : ils doivent être irréprouvés. Bien évidemment, le public n'intervient ni sur les méthodes ni sur les interprétations, à peine sur les stratégies et les objets, mais chacun estime qu'il est en droit de choisir ses champions. En répondant au contre-expert, les Commentaires répondent en fait à l'opinion publique.

Dans le contexte actuel, le réchauffement climatique n'est pas un phénomène isolé, bien au contraire. Mais, à la différence des nanotechnologies, des ondes hertziennes ou des OGM, le réchauffement s'inscrit dans l'arène internationale. Aussi échappe-t-il en partie à l'emprise de la politique nationale et laisse-t-il les scientifiques relativement libres. À leur corps défendant, les climatologues ont la lourde tâche de réinventer le lien science-société sur un sujet où le public se sent concerné à plusieurs titres, même si ni la santé ni l'alimentation ne sont en jeu. Une des causes d'intérêt du public pour le réchauffement est son ressenti du climat : mémoire des saisons, canicule de 2003, événements extrêmes qui en font un objet de délibération quotidienne. Une autre⁵ concerne les implications économiques des politiques restrictives envisagées, directement par les taxes ou indirectement par la concurrence internationale. Enfin, le public est sensible aux implications de l'action publique. Il voudrait voir clair dans le réchauffement et toute allusion à la complexité, aux supercalculateurs ou à quelques milliers de bouées de

mesure supplémentaires est considérée comme un déni de transparence démocratique.

Dans les futures controverses scientifiques, il y aura toujours des contradicteurs talentueux. Le talent de C. Allègre est double : sa provocation d'ensemble est étayée dans le détail et il prend l'opinion publique à témoin. Inutile de trouver une autre explication à son goût pour les ouvrages à grande diffusion. Tant qu'on ne donnera pas de réponses aux incertitudes, tant que les controverses internes à la communauté scientifique demeureront confidentielles, le travail de sape se poursuivra et d'autres lui emboîteront le pas. D'ailleurs, s'il n'y avait pas eu de provocation de sa part, les scientifiques auraient-ils apporté une réponse ? Certainement pas, alors que le doute couve dans l'opinion. À ce titre, C. Allègre ne fait pas acte de rébellion ; il se pose en porte-parole. Inversement, on comprend les scientifiques qui ont autre chose à faire que de répondre à un contradicteur non spécialisé. Mais, quand le politique n'a plus la prétention d'assurer le lien entre science et société, qui devra le faire ?

Communauté

Si l'opinion publique est l'enjeu du débat, l'objectif des Commentaires sur le livre de C. Allègre et D. de Montvalon aurait dû être de désamorcer les questions ayant un écho dans l'opinion. À ce titre, des explications trop techniques, des figures illisibles et des lacunes évidentes sauront-elles convaincre ? Le désintérêt coupable des rédacteurs pour le public renvoie l'image d'une élite soudée par des normes, des intérêts et des valeurs dans une communauté fermée sur elle-même. L'absence du nom des rédacteurs, l'absence de relecture, mentionnée en incipit des Commentaires, et l'absence de la discipline de rattachement des signataires... tout laisse entendre l'unité, alors que les agrométéorologues, les climatologues, les géographes, les hydrologues, etc. sont doublement dans l'incapacité de se critiquer entre eux : par méconnaissance des méthodes des autres disciplines et par adhésion aux valeurs qui signent l'appartenance à la communauté. L'unité de façade est contre-productive, car elle suppose non seulement une confiance abusive dans les collègues et les publications scientifiques, mais aussi la croyance que l'intégralité du processus scientifique est maîtrisée par quelques personnalités d'exception ou par les modélisateurs. Elle laisse entendre aussi qu'il n'y aurait aucune croyance autre que la science, alors que nombre de chercheurs partagent une sensibilité écologique qui peut verrouiller certaines pistes de recherche. Il ne serait pas anormal non plus qu'ils adhèrent à un certain prophétisme en mesure de donner un sens singulier à leur vie (sauver la planète) et de les empêcher, par conséquent, de comprendre que l'on puisse douter du sérieux de l'enjeu.

⁵ Comme pour le développement durable, d'autres causes sont en jeu : peur pour les enfants ; nécessité de changer les habitudes ; volonté d'être acteur dans la lutte contre le réchauffement, etc.

Lui-même ancien universitaire, C. Allègre peut-il imaginer qu'une telle unité résulte seulement de l'adhésion entière et sans critiques à la production de la communauté? Si une telle adhésion existait, il s'agirait d'une communauté d'exception, car la sociologie de la science ne cesse de montrer les enjeux de pouvoir dans les laboratoires et les disciplines. Outre la carotte des normes partagées, il y a aussi le bâton des sanctions, mises à l'épreuve et exclusions des comités, des financements et des revues. Par les noyaux durs que forment les professeurs avec leurs anciens étudiants devenus chercheurs et par les dominations entre disciplines ou entre chercheurs des pays riches et des pays pauvres, toute communauté scientifique est bâtie sur des pouvoirs. Les commentaires peu relus pourraient bien témoigner de cette autorité acceptée.

D'autres contradictions soulignent la dimension communautaire des 600. Par exemple, il vaudrait mieux éviter les expressions telles que « vérité » ou « bon outil » quand ceux-ci peuvent être invalidés par une nouvelle publication, phénomène normal évoqué par les rédacteurs. On devrait se contenter du terme de paradigme, ensemble des postulats et des savoirs qui font sens à un moment donné. Je ne m'appesantirai pas sur la prudence et le multidéterminisme incessamment affirmés dans les articles longuement cités dans les Commentaires. Mais je m'interroge sur leur minimisation quand le groupe est confronté à des tiers, comme le laissent entendre certains commentaires.

Plutôt que d'insister sur l'unité, les 600 devraient valoriser l'hétérogénéité. Une telle stratégie conforterait indirectement le paradigme du réchauffement en soulignant la convergence de résultats obtenus indépendamment. Il est d'ailleurs curieux que les climatologues français n'incluent pas dans cette convergence les données biologiques sur la remontée vers le nord des animaux migrateurs et la précocité des floraisons, comme d'autres le font. Pour convaincre le public, l'indépendance des résultats pourrait être aussi essentielle que les publications.

L'unité de façade fait craindre le pire, non sans raisons. Nul ne peut croire qu'il n'y ait pas d'alarmistes chez les climatologues et dans le GIEC. L'accusation de C. Allègre sur les alarmistes en mesure d'infléchir des conclusions doit être prise au sérieux, même si elle est exagérée. D'ailleurs, ne lui accorder aucun crédit dans les 63 pages des Commentaires frise le ridicule et contredit le souhait d'un débat. Aussi, quand C. Allègre a raison (il rappelle, par exemple, les erreurs du film *An Inconvenient Truth*), le commentateur développe-t-il sur 3 pages les erreurs d'Al Gore. À trop en faire, à trop vouloir discréditer le contradicteur, les rédacteurs instillent la défiance envers une communauté qui n'est pas aussi irréfutable qu'ils voudraient la faire paraître.

Échelles

Une des principales attaques concerne l'usage abusif de données locales auxquelles C. Allègre prête une valeur générale. Entre parenthèses, les auteurs des Commentaires usent du même procédé. Aussi, quand il défend les avantages d'une hausse modérée du gaz carbonique dans l'air, tentent-ils de minimiser la généralité en produisant, une publication à l'appui, le contre-exemple de la canicule de 2003, au cours de laquelle la sécheresse n'a pas conduit aux avantages escomptés par C. Allègre. Au-delà des maladroites, la tactique retenue est de renvoyer systématiquement à l'échelle supérieure. Quand C. Allègre présente la température recalculée par ses soins en Europe, on lui rétorque qu'il s'agit seulement du Centre et de l'Est de l'Europe et que la bonne manière est la mise en mailles régulières. La taille des mailles ne devrait-elle pas être discutée pour obvier à toute récurrence des sceptiques? Le problème se répète pour les États-Unis, qui font partie des rares régions où les données sont les plus fiables, la fiabilité n'étant pas davantage discutée. Quand C. Allègre évoque la température de l'hémisphère nord, on le coupe en soulignant la différence d'évolution dans l'hémisphère sud.

Pourquoi les auteurs ne renvoient-ils pas systématiquement à la planète les études conduites à plus grande échelle? De plus, renvoyer à des données générales en soulignant qu'elles sont disponibles facilement est contraire à ce dont la presse s'était faite l'écho au moment du sommet de Copenhague. Le besoin d'explications est aussi d'ordre historique, face à une science pour laquelle le public éprouve des difficultés à suivre les avancées.

Expert en communication, C. Allègre s'appuie sur le caractère sensiblement plus froid des trois derniers hivers. Ce à quoi les rédacteurs rétorquent que ces trois saisons sont dans la moyenne, sans expliciter le caractère fortuit de leur occurrence consécutive, alors que le détail tangible des hivers ne sert qu'à étayer l'idée de fléchissement du réchauffement dans les dix dernières années. Plutôt que de laisser entendre que les variabilités spatiales et temporelles sont expliquées, une meilleure stratégie serait de reconnaître les incertitudes, non pas de manière éparpillée comme dans les Commentaires, mais en bloc au sein duquel seraient relativisés les anomalies du réchauffement « estimé » de l'Antarctique il y a 130 000 ans et le début de l'optimum médiéval.

Températures

Le bât blesse davantage à propos des mesures directes de températures au cours du dernier siècle et demi. La courbe en crosse de hockey des mesures directes et celle, indirecte, reposant sur l'épaisseur des cernes des arbres sont critiquées par C. Allègre. Or, répondre par plus de

données satellitaires et de bouées de mesure conduit à se demander si la démonstration du réchauffement est acquise. S'ajoute la sous-controverse récente, relayée par la presse nationale, des volumes insuffisamment appréciés de fonte des glaciers polaires⁶. Le public a bien du mal à suivre ces soubresauts, et, là encore, les rédacteurs n'ont pas pris au sérieux les connaissances inégales de ce dernier.

Si les rédacteurs des Commentaires avaient dû prendre le temps de répondre en bloc aux détails de C. Allègre, c'est sur la chaîne des méthodes et des mesures historiques de température qu'ils auraient dû le faire. Cette chaîne est en effet un élément fort qui est en mesure d'administrer la preuve du réchauffement au cours du siècle dernier ; c'est aussi sur ces données que s'appuient les modèles qui tentent d'expliquer les inflexions du réchauffement. Non seulement la détection des ruptures d'évolution et les calibrages divers, mais aussi l'histoire des données disponibles exigeraient un tel détour. Même si l'histoire est à double tranchant, puisqu'elle suggérerait peut-être que les scientifiques ont misé précocement sur le réchauffement avant de disposer de séries fiables, reconnaître ses faiblesses, ses intuitions et ses impasses donne du poids au locuteur et à ses allégations. Autrement dit, un rappel pédagogique, à l'image des revues de vulgarisation, eût été des plus utiles. Il aurait éclairé les questions inévitables sur la méthode des anomalies de températures et évité la justification manifestement incomplète de la prise en compte de l'effet des latitudes. N'est-ce pas aussi pour éviter le calibrage mondial, donc impossible, des thermomètres ? N'est-ce pas une manière d'éviter de sommer des températures terrestres et océaniques d'eau de mer ? 1 °C d'anomalie à l'équateur vaut-il 1 °C en zone froide ? Quel effet paramétrages et calibrages ont-ils sur les résultats ? Que de questions triviales auxquelles l'opinion attend des éclaircissements directement de la part du collectif des chercheurs !

Complexité

L'argument de la complexité n'est pas porteur en communication. Il ne s'agit pas seulement des six occurrences du terme rencontrées dans les Commentaires, mais de tout ce qui renvoie au multidéterminisme. Faire exagérément appel au complexe ferme plus qu'il n'ouvre le débat. Déjà, les données de base sont incertaines : n'en va-t-il pas davantage de la modélisation ? J'ai évoqué le déni de démocratie que le recours discursif à la complexité implique, ainsi que la déresponsabilisation des disciplines spécialisées qui se soumettent à un *deus ex machina* numérique en mesure de rassembler des savoirs

épars. Les réfutations successives qui ont suivi la publication du point de vue d'Henri Atlan⁷ n'éclaircissent en rien le sujet. Si la sophistication est nécessaire, il faut expliquer pourquoi. Il faut aussi rappeler l'argumentaire de la partie adverse. En quoi la complexité est-elle utile pour répondre aux questions du public ? Doit-on également souscrire aux dires de Jean Jouzel, vice-président d'un groupe de travail du GIEC, qui revient aux seules lois de la physique et donne l'impression de minimiser l'importance à accorder aux données de température⁸ ? Enfin, il est curieux d'opposer à une information factuelle de C. Allègre les processus complexes des modèles. Au-delà des messages elliptiques à propos des termes de prévision, de prédiction et de pronostic, ne faudrait-il pas expliquer à quoi sert un modèle en termes épistémologiques, autrement dit : quels obstacles un modèle est-il censé permettre de dépasser ?

Si un débat serein devait avoir lieu aujourd'hui entre carbocentristes et climato-sceptiques, un accord pourrait être trouvé autour du besoin de plus de recherche. Mais, alors, qui participerait au choix des objets à approfondir ? Si les détracteurs ne sont pas inclus, ils continueront à prendre l'opinion publique « en otage », si je peux me permettre cette expression. Entre détailler des processus ou bien répondre aux questions de fond, la priorité pour le public est la seconde option. Alors que l'opinion devient un acteur majeur dans le débat scientifique, ne doit-on pas éviter, d'un autre côté, que le public ne s'investisse directement dans les choix de recherche ? La contrepartie est que ses attentes soient prises au sérieux.

Car l'opinion a de plus en plus souvent le dernier mot : un peu en votant, davantage en choisissant ses porte-parole, en achetant certains journaux, en discutant au café du commerce, en répondant aux sondages. Elle se met en scène de façon vindicative par les questions posées dans les conférences. Elle s'invite à la FNAC, qui a décerné son prix à l'ouvrage de C. Allègre parce qu'il plaisait aux vendeurs. On la voit dans les sondages auprès des présentateurs météo, qui sont d'autres médiateurs entre le public et les scientifiques. L'opinion publique n'est pas une éponge qui suivrait l'avis du dernier qui a parlé. Elle est active, multiforme, tentaculaire, c'est le réseau par excellence à partir duquel émergent des propriétés inédites, telle la contre-expertise médiatisée. Finalement, ne fait-elle pas la pluie et le beau temps chez les politiciens, qui ne désirent rien moins que ne jamais se la mettre à dos ?

⁷ « La religion de la catastrophe », *Le Monde*, 27 mars 2010.

⁸ « Il faut bien comprendre – explique-t-il – que la courbe de Mann n'est en aucune façon au cœur de la théorie du réchauffement. Celle-ci est basée avant tout sur de la physique. » : « Jean Jouzel répond au *Mythe climatique* de Benoît Rittaud », interview par Marianne Court, 19 mars 2010, <http://blog.lefigaro.fr/climat/2010/03/-cest-lautre-auteur-sceptique.html>.

⁶ Foucart, S., « Les glaces polaires sous l'œil d'un satellite européen », *Le Monde*, 8 avril 2010.

La radicalisation des postures sera l'apanage des contradicteurs quand les scientifiques seront transparents. Se contenter de rectifier les erreurs est insuffisant quand les inquiétudes sont générales. Le réchauffement climatique est la pointe de l'iceberg que constitue la place de la recherche dans la société actuelle. À ce titre, les forages des climatologues ne doivent pas se tromper de cible : ils doivent devenir socialement irréprochables. Il ne s'agit pas d'apprendre à communiquer dans le but

d'informer ou de manipuler, mais bien de prêter attention à l'air ambiant. La transparence, qui en est la dimension la plus symbolique, est la condition pour s'allier l'opinion publique. Pourquoi ne pas révéler les engagements des signataires dans l'écologisme, ceci pour panacher les commissions du GIEC, favoriser la pluralité des sensibilités et parer l'accusation de partialité ? L'opinion publique est invisible et il faut compter sur elle : C. Allègre pourrait bien être le premier climatologue de la société.